

SMAÏN LALMAS // PRÉSIDENT D'ALGÉRIE CONSEIL EXPERT (ACE)

«L'exportation est un engagement réfléchi au niveau de chaque fonction de l'entreprise»

> Propos recueillis
Nordine Grim

La chute des recettes pétrolières ne s'est malheureusement pas traduite par une baisse des importations, conséquence des importations. Qu'en pense le président d'ACE, cette association précisément chargée de promouvoir les exportations ?

Les derniers chiffres confirment la tendance à la hausse des importations et, en même temps, le recul des revenus pétroliers. La balance des paiements en déséquilibre fragilise les finances publiques. La première alerte officielle est venue de l'ancien ministre des Finances, qui avait mis en garde contre les effets de la baisse des prix du pétrole, dont dépend largement l'économie algérienne. Dans une économie basée exclusivement sur la rente des hydrocarbures, la chute des cours du brut, conjuguée à une augmentation importante des importations va assécher nos réserves rapidement. A vrai dire, tous les voyants de notre économie sont au rouge. De quoi être sérieusement inquiet.

Que préconise l'association que vous présidez en pareil cas ?

Eh bien sortir de cette dépendance aux hydrocarbures en optant pour la formule avancée par nos décideurs depuis des années, à savoir travailler de manière déterminée à la diversification de notre économie qui, malheureusement, tarde à voir le jour. Diversifier l'économie, en reconstruisant l'outil industriel (-5% du PIB en 2013) développer l'agriculture, le tourisme, l'artisanat, attirer les investisseurs étrangers en créant un climat d'affaires attractif et compétitif par rapport à ce qui se fait ailleurs, exporter et miser sur l'homme, la compétence, la formation et, bien sûr, débarrasser notre économie en luttant contre la corruption, un mal qui se généralise malheureusement.

Il faut lancer une réflexion sérieuse sur l'après-pétrole, car les déficits sont là. On en est à la troisième année de baisse tendancielle et le gouvernement semble être en panne d'idées. L'économie est en panne et l'Algérie court le risque de voir se renforcer le manque de confiance des investisseurs locaux et étrangers. Désormais à la croisée des chemins, l'Algérie ne pourra plus se permettre de faire l'impasse sur les réformes profondes à entreprendre à tous les étages.

Justement, en parlant d'export, pensez-vous que les mesures prises par le gouvernement sont suffisantes pour permettre aux entreprises algériennes de conquérir les marchés extérieurs ?

Toutes les mesures et actions menées par l'Etat pour booster l'export connaîtront le même sort que celles engagées depuis des dizaines d'années, c'est-à-dire l'échec, pour la simple raison qu'elles ne s'inscrivent pas dans le cadre d'une stratégie globale de développement des exportations HH, on continue à agir sur l'aspect opérationnel pour booster



l'activité export, alors que le problème est d'ordre purement stratégique. Pas de tutelle identifiée pour gérer les trois axes du commerce extérieur, pas de stratégie ni plan, pas d'acteurs compétents pour gérer le secteur, et on s'étonne pourquoi l'Algérie ne fait pas plus d'un milliard de \$ d'exportations hors dérivés de pétrole.

Quelles seraient, selon vous, les mesures idoines à prendre pour développer l'activité export ?

Notre association Algérie Conseil Export a fait un certain nombre de propositions pour organiser l'activité, dont la création d'un ministère du Commerce extérieur avec trois missions essentielles, promouvoir les exportations hors hydrocarbures, réguler les importations et développer un climat d'affaires favorable pour attirer les investisseurs étrangers face à la rude concurrence entre pays, et cela, partant du constat selon lequel les entreprises considèrent que le dispositif mis en place pour booster les exportations hors hydrocarbures est illisible, complexe, et qu'il n'y a pas d'interlocuteur unique capable d'orienter les PME et TPE. Cette entité aura comme première action de faire un état des lieux de l'export en Algérie, recenser le potentiel national avec l'apport des différents secteurs qui lui permettra par la suite de mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de commerce extérieur. Ce ministère sera chargé de mettre en place les mesures propres à stimuler l'expansion économique hors de nos frontières, à assurer le développement des échanges extérieurs, à soutenir et accompagner le développement international des entreprises algériennes, en parfaite coordination avec les différents autres ministères. Il veillera à démocratiser l'accès au financement export au bénéfice des PME via des banques spécialisées, anticiper le règlement des

factures à l'export pour faire face à la lenteur que connaît le transfert d'argent, ce qui pénalise nos opérateurs. Je tiens aussi à vous dire que la contre-performance des exportations hors hydrocarbures est imputée à la difficulté que rencontrent les PME pour grandir suffisamment afin de gagner en compétitivité à l'international, mais également à la culture entrepreneuriale des chefs d'entreprise qui ne conduisent pas spontanément les PME à se projeter à l'international.

Comment évaluez-vous actuellement le développement de la production locale ?

La production nationale a du mal à décoller et s'affirmer avec l'invasion de notre marché par des produits de la concurrence internationale, cela est valable pour tous les secteurs. Nous importons pratiquement tout, médicament, lait, produits agricoles, alimentations, matériaux de construction, services, etc. Une décennie de dépenses publiques sans précédent dans l'histoire économique du pays a montré que les énormes investissements de l'Etat n'ont pas pu conduire à un taux de croissance annuel de 5%. On tourne bon an, mal an entre 2% et 3% de croissance. Un seuil trop insuffisant. L'Algérie pourrait être un grand pays émergent avec un revenu par habitant beaucoup plus élevé qu'aujourd'hui. Elle pourrait rejoindre ce peloton constitué notamment de la Chine, de l'Inde, du Brésil, dont la croissance a dépassé les 7%. Il convient de placer l'entreprise comme moteur principal de la croissance économique, à travers de multiples facilitations et un climat des affaires beaucoup plus favorable à la création de richesses et d'emplois, et placer l'homme compétent au centre de toute stratégie de développement, et sortir des polémiques stériles que nous vivons actuellement.

Nombreux sont ceux qui craignent l'adhésion prochaine de l'Algérie à l'OMC. Cette crainte est-elle justifiée et sommes-nous bien outillés pour protéger la production nationale ?

Il faut savoir qu'adhérer à l'OMC, c'est accepter de s'ouvrir et de lever toutes les barrières douanières qui entravent les échanges. La finalité de l'OMC c'est de libéraliser le commerce. Le débat finalement ce n'est pas d'adhérer ou pas à l'OMC. Le débat c'est de savoir si, s'ouvrir encore plus, c'est dans l'intérêt de l'économie nationale, en termes de développement, de compétitivité de croissance, d'emploi, de création de valeur ajoutée, etc. Honnêtement, je pense qu'il y a d'autres priorités. Nous devons d'abord penser à développer une économie de substitution à celle basée sur la rente pétrolière, à développer notre agriculture, à relancer ou plutôt reconstruire notre industrie, notre tourisme, avant de parler de l'adhésion à l'OMC dans les conditions actuelles de fragilité de notre économie.

Sion revient sur la journée d'étude, faut-il aller vers des métiers de l'export, surtout que vous avez abordé lors de votre intervention les écarts de maîtrise certaines étapes...

Vous avez raison de dire «métiers» au pluriel, parce que l'export est un ensemble de métiers, c'est ce que j'ai essayé de développer lors de la journée d'étude organisée en marge du Salon Alger-Industries, j'avais axé mon intervention sur la nécessité de connaître et maîtriser les fondamentaux de l'export. Aller à l'export est un challenge très profitable pour diversifier les débouchés, dynamiser l'image du pays et de l'entreprise, motiver nos équipes, trouver des relais de croissance, à condition, bien entendu, de ne pas sous-estimer les risques. L'exportation est devenue, pour beaucoup, une condition de prospérité et, à ce titre, doit être considérée comme un investissement de croissance, un engagement réfléchi au niveau de chaque fonction de l'entreprise, parfois lourd en changements induits. C'est pour cela que j'ai insisté sur la nécessité de réaliser au préalable un diagnostic de l'entreprise qui a pour objectif de faire le point sur la capacité et le potentiel de l'entreprise à exporter. Mon intervention a porté, entre autres, sur l'importance d'élaborer une stratégie à l'export à partir de l'évaluation des forces et faiblesses de votre entreprise en termes de ressources humaines, financières et de production, il faut aussi évaluer la chaîne de valeurs pour déterminer l'avantage concurrentiel de votre entreprise. En termes d'opportunités et de risques existants sur les marchés ciblés, j'avais recommandé de réaliser une analyse des marchés ciblés à l'export à travers l'analyse «risque pays» mettant en évidence les aspects politiques, économiques, juridiques, sociaux, technologiques, environnementaux. N.G.

تحت الرعاية السامية للسيد وزير السكن و العمران و المدينة
وتحت إشراف السيد والي ولاية وهران

ORAN 6^{ème} Salon International de la Construction et de la Gestion Urbaine
Du 12 au 15 Octobre 2015
Centre de Conventions d'ORAN Mohamed Ben-Ahmed (El Akid Lotfi)

Mail : oran.expo@gmail.com
Tel. : 0561 644 670
Site : www.oranexpobtpb.com

Organisé par :

partenaires :